

Publireportage

Publié par la Direction des communications et du recrutement

UQO

SAVOIR



PRÉPAREZ-VOUS POUR LES MÉDIAS SOCIAUX 201 AVEC MICHELLE BLANC

Encore beaucoup de gens découvrent les médias sociaux, certains ont tardé à les utiliser en raison des mythes toujours omniprésents, confie Michelle Blanc qui lancera son deuxième livre *Les médias sociaux 201* et qui présentera une conférence à l'UQO, le 5 octobre à 19 h.



Selon l'auteure et conférencière : «il faut défaire ces mythes selon lesquels les médias sociaux sont une perte de temps, les jeunes ne savent pas écrire, les médias sociaux c'est de la cyberdépendance, etc. Il y a clairement un conflit de générations et un conflit avec les intellectuels des médias traditionnels et le reste de la population».

Michelle Blanc compare la réaction de certaines personnes à l'époque où la radio est apparue; les gens de l'industrie du disque ne voulaient pas s'entendre à la radio, pensant que ça nuirait à leurs ventes. Même chose pour les producteurs de films qui ne voulaient pas voir leurs films à la télévision pas crainte de ne plus voir personne au cinéma. C'est de la résistance aux changements!

Les médias sociaux 201

Dans *Les médias sociaux 101* j'expliquais le «pourquoi» et l'impact des médias sociaux sur différentes sphères de la société tandis que dans le 201 je m'attaque plutôt au «comment». Dans la première portion du livre, je détruis certains mythes et j'explique pourquoi Facebook, dans un contexte organisationnel, ce n'est

pas le bon outil mais il faut tout de même être là tout en étant conscient des dangers. «Il ne faut pas trop investir dans Facebook puisqu'une page d'une entreprise peut disparaître à tout moment et nous n'avons aucun recours. Tout comme c'est arrivé sur MySpace, les gestionnaires de ces sites changent les politiques d'utilisation et tout le matériel qui se retrouve sur vos comptes peut être perdu du jour au lendemain».

Michelle Blanc abordera également, lors de sa conférence, les 6 étapes d'une présence média social efficace: l'écoute et le monitoring, la création de son profil et de son image de marque, la création des contenus, la distribution et la promotion des contenus ainsi que la création d'une communauté pour conclure par la mesure l'analyse et l'ajustement du tir.

Mon nouveau livre est plus centré sur la philosophie des médias sociaux et bien entendu je les défends encore, explique Michelle Blanc: «les gens qui disent que c'est une perte de temps les médias sociaux, c'est un peu comme dire que de jardiner est une perte de temps, jouer au golf est une perte de temps, aller à la rencontre de la Chambre de commerce ou de regarder la télévision est une perte de temps. Alors, il y a une panoplie d'activités humaines qui existent depuis la nuit des temps, et lorsqu'arrive une nouvelle activité, des gens se font un plaisir à la démoniser pour créer des peurs. Il ne faut pas avoir peur des médias sociaux». Quant à l'argument de ceux qui avancent que les gens ne savent pas écrire sur les médias sociaux, Michelle Blanc rétorque : «si on remonte à il y a 20 ans, les parents disaient que les jeunes passaient trop de temps devant la télévision et au téléphone. Les médias sociaux sont le téléphone du 21^e siècle. C'est un outil de socialisation et il y a même des études qui démontrent que plus les jeunes passent de temps sur les médias sociaux et envoient des textos, plus leur niveau de littératie augmente. Les jeunes lisent comme peu de générations ont lu avant eux. La différence aujourd'hui, au lieu de lire dans un livre, les jeunes lisent sur le Web».

Michelle Blanc présentera sa conférence *Les médias sociaux 201* à l'UQO, le mercredi 5 octobre à 19 h à la Grande salle du pavillon Alexandre-Taché, 283 boulevard Alexandre-Taché. Les billets sont en vente en ligne www.uqo.ca/conferences et dans les librairies Coopsco.

LES CONFÉRENCES DE L'UQO
GRANDE SALLE - PAVILLON ALEXANDRE-TACHE



BORIS CYRULNIK

SORTIR DE LA HONTE ET RETROUVER FORCE ET FIERTÉ

LE 19 OCTOBRE À 19H

TARIFS
Étudiant : 10\$
Régulier : 20\$

BILLET EN VENTE EN LIGNE :
UQO.CA/CONFERENCE OU DANS
LES LIBRAIRIES COOPSCO OUTAOUAIS

UQO

© CNW



LeDroit

Renseignements : 819 595-3900

uqo.ca

LEDROIT, LE MARDI 4 OCTOBRE 2011

PHOTIE © ILLUSTRATION BY ANNEBOURDIN
www.newspaperdirect.com US/Can: 1-877-880-4040 Intern.: 800-434-0364
COPYRIGHT AND PROTECTED BY APPLICABLE LAW

4 octobre 2011 | Le Droit

Appui aux libéraux

L'Ontario ira aux urnes jeudi. La campagne a généré peu d'intérêt, ni d'échanges intéressants sur des enjeux cruciaux qui polarisent l'opinion publique. Mais l'Ontario se retrouve devant des choix cruciaux et une élection est justement le moment pour la population de jauger le chemin parcouru au cours des quatre dernières années, et de préparer les quatre années qui viennent.

Nous ne rappellerons jamais avec assez d'intensité l'importance pour les Ontariens de faire leur devoir de citoyen et de voter, jeudi. Malgré le peu d'enthousiasme de cette campagne.

En mai dernier, les citoyens ont fait des choix au fédéral. Plusieurs croyaient les élections superflues, inutiles, décidées d'avance. Le résultat du 4 mai, avec la montée étonnante du Nouveau Parti démocratique devant un gouvernement conservateur majoritaire, a démontré que le choix citoyen a encore de l'importance. Il ne faut rien tenir pour acquis.

Un scénario similaire s'est déroulé depuis quelques mois en Ontario.

Les conservateurs, menés par Tim Hudak, étaient largement favoris. Certains espéraient que la néo-démocrate Andrea Horwath profite, sur la scène provinciale, de l'aura de Jack Layton. Elle a mené une honnête campagne, mais la magie Layton n'a pas opéré. Du moins, pas encore. Peut-être un jour. Elle devrait profiter des prochaines années pour prendre de l'expérience et continuer à bâtir son équipe et son programme.

M. Hudak a lamentablement failli à la tâche. Parti en avant, sa campagne s'est décousue comme une maille dans un bas de laine. Son avance dans les sondages d'opinion publique s'est évaporée. Cela s'explique assez facilement : ni M. Hudak ni son programme n'ont séduit l'Ontario. Le chef n'a pas été inspirant. Ses idées étaient souvent simplistes, comme de couper aveuglément dans les collèges francophones Boréal et La Cité collégiale, ou de remettre les prisonniers au travail. Sans parler de son opposition aux mesures d'aide aux travailleurs étrangers, qui ont fait passer Tim Hudak et son parti pour une bande de xénophobes...

Les conservateurs ont traîné leur programme comme un boulet, incapables d'incarner le changement que plusieurs Ontariens souhaitent. Et les libéraux, même après huit ans au pouvoir, ont trouvé quelques nouvelles idées. L'expérience de Dalton McGuinty a paru comme un atout, non comme un défaut.

L'Ontario, comme bien des sociétés occidentales, a traversé une période difficile depuis quatre ans. La crise économique a frappé le vieux moteur économique ontarien plus fort qu'ailleurs au Canada. Les libéraux, comme les conservateurs au fédéral, n'ont pas eu le choix de provoquer un lourd déficit pour stimuler son économie. M. McGuinty ne doit pas porter seul ce boulet et son gouvernement ne doit pas être rejeté pour autant, même s'il y a eu quelques fiascos, comme le dossier de Cybersanté Ontario. Au même moment, les libéraux ont massivement investi en santé et en éducation. Dans les deux domaines, la population francophone en a largement bénéficié.

L'est de l'Ontario est bien représenté au cabinet avec le premier ministre McGuinty (Ottawasud) et les ministres Madeleine Meilleur (Ottawa-Vanier) et Bob Chiarelli (Ottawa-ouest-Nepean). Ils méritent tous de nouveaux mandats. Megan Cornell (Carleton-Mississippi Mills) mérite de les rejoindre.

Les libéraux ont mal géré la succession de Jean-Marc Lalonde (Glengarry-Prescott-Russell). La conservatrice Marilissa Gosselin, jeune, énergique et francophone, mérite de lui succéder, plutôt que l'unilingue Grant Crack, avec sa vision partielle de la circonscription. Le conservateur Andrew Lister (Ottawa-Orléans) incarnerait le changement et l'expérience au lieu de Phil McNeely, qui a mis huit longues années pour livrer un centre de santé à sa circonscription et l'élargissement de l'autoroute 417. Lisa McLeod (Nepean-Carleton) mérite aussi un renouvellement de mandat. Enfin, Ottawa devrait profiter d'avoir une voix néo-démocrate à Queen's Park et Anil Naidoo (Ottawa-Centre) a montré les qualités nécessaires devant le libéral sortant Yasir Naqvi, tout aussi solide.

Somme toute, Dalton McGuinty et les libéraux devraient généralement mériter la confiance des Ontariens. Avec une solide députation des deux autres grands partis, pour assurer une pluralité des voix à l'Assemblée législative de l'Ontario.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

4 octobre 2011 | Le Droit | PHILIPPEPHILIPPEORFALI ORFALI

Pas de bousculade aux urnes

Porfali@porfali@ledroit.ledroit.com com

En dépit d'une vaste campagne publicitaire, de nombreux dépliants et d'une période de vote par anticipation deux fois plus longue que la précédente, les Ontariens ne se bousculent pas aux urnes.

Des données préliminaires diffusées hier par Élections Ontario démontrent que 625000 électeurs ont participé au scrutin, du 8 septembre au 1er octobre. Les options de vote par anticipation comprenaient le vote par bulletin spécial à soumettre par la poste, le vote en personne au bureau du directeur du scrutin local ou le vote par une visite à domicile.

Il s'agit d'une hausse d'environ 38% par rapport aux votes enregistrés avant le jour du scrutin au cours des élections générales de 2007. Cette année-là, 452 000 Ontariens avaient voté pendant la période de vote par anticipation, qui avait duré 10 jours. La période a été prolongée à 29 jours, cette fois-ci. Il semblerait donc que les efforts d'Élections Ontario n'aient pas tout à fait eu les effets escomptés.

Des efforts records

« Disons qu'on a fait tout ce qu'il fallait pour faciliter le vote », indique Vincent Muller, porte-parole d'Élections Ontario. Ce qu'il faut savoir, c'est que le taux de participation dépend de plusieurs facteurs.

»

Évidemment, l'intérêt soulevé par la campagne électorale et les enjeux mis de l'avant par les partis y sont pour beaucoup, souligne-t-il. « Le taux de participation est plus élevé que la dernière fois. Ça démontre tout de même que nos efforts visant à rendre le vote plus facile fonctionnent. »

Élections Ontario ne s'était pas fixé d'objectif en ce qui a trait à la participation électorale avant le jour des 40e élections générales ontariennes, ajoute M. Muller. « Tout le monde souhaiterait que ce soit de 100%... »

Dans la région, le nombre de personnes ayant voté avant le 1er octobre varie grandement, d'une circonscription à l'autre.

Ainsi, plus de 8000 ont enregistré leur vote dans Stormont-DundasGlengarry-Sud et Nepean-Carleton, contre seulement 4 800 dans Ottawa-Vanier. Dans les autres circonscriptions, le nombre de participants au vote par anticipation oscille entre 5500 et 6400.

Les gens peuvent voter par anticipation jusqu'à demain, 18 h.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

4 octobre 2011 | Le Droit

Le mystère Denis Potvin bientôt élucidé

Je prends le lunch avec l'une de mes idoles d'enfance ce midi. Ça va me faire tout drôle. J'allais le voir jouer quand il était défenseur des 67's d'Ottawa, au début des années 1970. J'avais 12 ou 13 ans. Mon frère Michel était journaliste sportif au Droit à l'époque et, chaque automne, LeDroit lui remettait deux billets de saison pour les matches des 67's. Mais Michel, comme tous les autres journalistes, travaillait sur la galerie de presse du Centre municipal. C'était donc mon frère Jean-Pierre et moi qui héritions des billets de saison. Et on ne ratait jamais un match des 67's.

Et notre joueur préféré était sans contredit le défenseur Denis Potvin. Le grand Denis Potvin. Celui qui allait devenir l'un des meilleurs défenseurs de l'histoire de la Ligue nationale de hockey.

Et ce midi, on prend le lunch ensemble, lui et moi, dans un restaurant de Wakefield. Pour la « grande entrevue » de samedi prochain, vous l'aurez deviné.

Et j'aurai enfin la réponse définitive à la question que je veux lui poser depuis toujours : est-il réellement, comme moi, natif de Vanier?

C'est ce que tout le monde croit par chez nous. Que Denis Potvin est un Vaniérois pure laine.

Mais si vous parlez à un amateur de hockey de l'ancienne ville de Gloucester, à l'est d'Ottawa, il vous dira que Denis Potvin est originaire de cette ville.

Par contre, si vous parlez à un amateur de hockey du secteur Overbrook, un quartier voisin de Vanier, il vous dira que Denis Potvin est né à Overbrook.

Tout le monde se l'approprie dans l'est d'Ottawa. Tout le monde veut être né dans la même ville ou le même secteur que lui. Comme si ça ferait curieusement de nous de meilleures personnes...

Et mon patron a lancé une courbe dans le débat, l'été dernier. On prenait une bière après une ronde de golf, et on jasait – je ne sais plus pourquoi – de Denis Potvin.

Et quand je lui ai mentionné que ce dernier était originaire de Vanier, le patron a répliqué le plus sérieusement du monde: « Non, Denis Potvin est né à Hull. Mais sa famille a déménagé à Vanier dans sa jeunesse. »

Bon! Voilà que les Hullois s'approprient Denis Potvin! La belle affaire.

Mais c'est à Vanier qu'on insiste le plus sur le lieu de naissance du défenseur étoile de la LNH. Si bien qu'il y a quelques années, la Ville a mandaté un artiste pour peindre une murale de Denis Potvin sur le mur extérieur du Centre francophone de Vanier.

Une très belle murale, soit dit en passant. Vous pouvez l'apercevoir à l'angle du chemin Montréal et du chemin Marier. On peut voir en avant-plan Denis Potvin et son frère Jean dans l'uniforme des Islanders de New York. Puis en arrière-plan, on a peint les deux hommes dans l'uniforme des 67's d'Ottawa. Puis on a ajouté à l'oeuvre un paysage de Vanier, dont l'église Notre-Dame-de-Lourdes.

Et je me souviens que les frères Potvin avaient assisté à l'inauguration de cette murale et que Denis avait déclaré : « Je suis content qu'on ait ajouté l'église Notre-Dame-de-Lourdes dans la scène. C'est là que j'allais jouer quand j'étais enfant sur la patinoire extérieure, dans l'équipe du père Fournier. » (Tout Vaniérois connaît feu père Fournier.)

Par cette déclaration, Denis Potvin mettait-il enfin fin au mystère ? Venait-il de déclarer qu'il était « un p'tit gars de Vanier » ?

Pas vraiment. Il aurait pu habiter Gloucester ou Overbrook et venir jouer sur la patinoire de cette église de Vanier. Et il pourrait bien être natif de Hull. Sa déclaration n'éclairait rien.

Mais j'aurai la réponse ce midi. Enfin.

J'ai failli être tué par un lancer frappé de Denis Potvin. Mon frère Jean-Pierre aussi. Ce dernier m'en reparle à chaque fois qu'on jase hockey.

Nous assistions à un match des 67's et nos sièges se trouvaient derrière le filet de l'équipe adverse, soit à la même hauteur où s'arrêtait la baie vitrée. (Il n'y avait pas de filet pour protéger les spectateurs à l'époque.)

Donc dans ces sièges, Jean-Pierre et moi avons vite compris que nous avons intérêt à suivre le match pour éviter d'être assommés par un lancer frappé. Surtout quand c'était Denis Potvin qui s'élançait pour un slap shot. Son lancer était foudroyant.

Un soir, nous regardions le match et trois jeunes filles prenaient place derrière nous. Elles jasaient de tout et de rien et elles n'avaient aucun intérêt pour le spectacle qui se déroulait sur la glace. C'était

à se demander ce qu'elles faisaient là. À un moment donné, Denis Potvin reçoit une passe à la pointe et il a tout son temps pour décocher un lancer frappé. Attention, la rondelle va rentrer au poste! Mais son lancer a dévié sur la palette du bâton d'un joueur adverse et la rondelle est passée à 200 milles à l'heure entre la tête à Jean-Pierre et la mienne. On a entendu le « ssssss... » du missile qui passait. Si mon frère ou moi nous étions penchés légèrement vers la gauche ou vers la droite à ce moment-là, l'un de nous deux ne serait probablement plus de ce monde. Bref, on a été chanceux.

Mais une conversation entre trois jeunes filles qui ne regardaient pas le match a brusquement pris fin derrière nous...

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

4 octobre 2011 | Le Droit | FRANÇOIS PIERRE DUFAULT

Un pont n'est qu'une partie de la solution

Un sixième pont interprovincial n'est qu'une partie de la solution à la congestion routière à Ottawa, dit Dave Bagler. Pour le candidat vert dans OttawaVanier, il est grand temps de miser sur autre chose que des routes pour rendre les déplacements plus rapides et moins polluants dans la capitale.

L'O-Train ou un train léger qui traverse à Gatineau au lieu de centaines d'automobiles et d'autobus qui s'engagent chaque jour sur les ponts déjà existants. Des trains de marchandise au lieu de centaines de camions qui s'engouffrent chaque jour dans l'échangeur de l'autoroute 417 et de la route 174. Des rues plus conviviales pour les cyclistes. Voilà quelques-unes des idées que M. Bagler mettra de l'avant s'il est élu à Queen's Park, jeudi.

« L'élargissement de l'autoroute 417 ne serait pas nécessaire si nous avions un bon système de transport en commun. Il est faux de penser que nous allons désengorger une route en l'élargissant. En réalité, nous ne ferons qu'accroître le problème. Plus de véhicules vont emprunter cette route et, six mois plus tard, elle sera plus engorgée qu'avant », note le candidat de 25 ans.

M. Bagler préférerait investir les quelque 200 millions \$ prévus pour l'élargissement de la 417 dans un « bon réseau » ferroviaire, des voies cyclables séparées comme celles sur l'avenue Laurier, au centre-ville d'Ottawa, et un pont pour piétons et cyclistes au-dessus de la rivière Rideau, entre les secteurs Overbrook et Côte-de-Sable.

Ceci étant dit, le candidat du Parti vert reconnaît que les automobiles et les camions ne disparaîtront pas du jour au lendemain. C'est pourquoi il appuie la construction d'un nouveau pont interprovincial, « pour éliminer définitivement les camions dans la Côte-de-Sable et la Basse-Ville ». L'emplacement de son choix est à la hauteur des îles Duck et non à l'île Kettle pour éviter, dit-il, de déplacer le problème d'un quartier résidentiel à l'autre.

« Il n'est pas question de dire aux résidents de la Côte-de-Sable et de la Basse-Ville qu'ils ont assez donné pour dire aux résidents de Manor Park que c'est maintenant leur tour de subir les camions », insiste M. Bagler, un résident de la Côte-de-Sable. À son avis, un pont à la hauteur des îles Duck, à travers le parc industriel Canotek, ne passerait dans la cour de personne.

De plus, selon M. Bagler, ce futur pont doit être capable d'accueillir tous les camions qui empruntent le pont Cartier-Macdonald. Pas seulement de 40 % à 60 % d'entre eux, comme le laissent entrevoir les plans actuels. « La Ville d'Ottawa doit faire preuve de leadership et interdire complètement les camions dans la Côte-de-Sable et la Basse-Ville après la construction d'un nouveau pont », a-t-il exposé au Droit lors d'un entretien tout en français.

L'éternel débat

D'élections en élections, tant au provincial qu'au fédéral, l'emplacement d'un futur pont entre Ottawa et Gatineau revient toujours alimenter les débats dans Ottawa-Vanier. Toutes les études menées jusqu'à présent par la Commission de la capitale nationale (CCN) convergent vers le corridor de l'île Kettle. Et à chaque fois, on assiste à une levée de boucliers le long de la promenade de l'Aviation. Même entre des élus d'un même parti, il est parfois difficile de trouver un terrain d'entente. Encore récemment, la députée libérale d'Ottawa-Vanier, Madeleine Meilleur, et son voisin Phil McNeely, dans Ottawa-Orléans, ont exprimé des points de vue contradictoires à ce sujet. Mme Meilleur a réitéré son appui au corridor des îles Duck alors que M. McNeely s'est opposé à un nouveau pont, préférant la construction d'un tunnel pour les camions sous l'avenue King Edward, une option depuis longtemps écartée par la CCN.

« Il est temps de travailler en équipe et non dans un esprit de confrontation », affirme Dave Bagler.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Rowdy groups, school boards, voters know

BY IAN ROBERTSON, TORONTO SUN

FIRST POSTED: MONDAY, OCTOBER 03, 2011 11:37 PM EDT | UPDATED: MONDAY, OCTOBER 03, 2011 11:39 PM EDT

TORONTO - Ontarians are almost equally divided over allowing prayer in publicly financed schools according to a SunMedia/Leger poll.

But for those puzzled by the three top leaders dodging questions, Leger Marketing's Christian Bourque says they're too savvy to risk votes over the thorny issue.

"It's too explosive," Bourque said, calling prayers in schools "divisive."

Much of the controversy arose after a Toronto school recently permitted Muslim prayers in a non-adherents are barred from participating, girls are forced to worship behind boys and men are banished to the back of the room.

The exclusive survey, conducted after last Tuesday's televised leadership debate, found 47% of people polled online believe "all religious worship and observance should be removed from public schools."

On a second question, 53% "think that local boards should be allowed to decide what place should be reserved" for religious worship and observance in public schools, Leger reported.

There was no difference between the responses from Liberals, Progressive Conservatives and Democrats.

Leaders Dalton McGuinty, Tim Hudak and Andrea Horwath have all said local schools should decide whether or not to permit prayer in school.

Bourque said the issue became part of the last Quebec provincial election, but politicians are not good handlers: "Don't get close to it."

Finally, questioned about health care, 57% of those polled said the government "should allow private sector to deliver some health-care services" -- under the condition that they meet "provincial standards."

In past elections, health-care spending was a key issue in those campaigns, Bourque said.

However, he said now "there is majority support for some privatization of health" because of "improved access to treatment."

The surprise in the survey came from New Democrats, a party that vigorously promotes equal health care for everyone.

"Even NDP supporters support some private care," Bourque said.

Surveyed Tories backed the idea 71%, Liberals 52% and the NDPers came in at 44%.

Leger said the sampling included a 3.1% margin of error, 19 times out of 20.

UHDGHU *V#R P P HQWV#

By adding a comment on the site, you accept our terms and conditions and our netiquette rules.

VSRQVRUHG #DIQNV

Article rank | 4 Oct 2011 | Ottawa Citizen | GENEVRA PITTMAN | REUTERS

Parents skipping vaccines, survey says

Researchers worry diseases may spread in communities

NEW YORK • More than one in 10 parents use an “alternative” vaccination schedule for their young children, including refusing vaccines altogether, according to a U.S. survey.

Based on the findings, researchers worry that more parents may be refusing vaccines in the future, raising the risk that diseases like measles and whooping cough will spread in schools and communities.

“The vaccines that we recommend have been so effective in largely eliminating the vaccine-preventable diseases that most parents don’t have first, second or even thirdhand experience with these diseases,” said Dr. Amanda Dempsey, one of the authors of a new report based on the survey from the University of Michigan in Ann Arbor.

Whether to get their kids vaccinated “is more of a theoretical concern or concept for them,” Dempsey said. “These are really real risks that are out there. None of these diseases are completely eradicated.”

The Centers for Disease Control and Prevention’s vaccination schedule for kids six and younger includes MMR (measles, mumps and rubella) shots, and vaccines to protect against whooping cough, chickenpox, hepatitis and seasonal flu, among others.

The Internet survey included 748 parents of kids between the ages of six months and six years. Of those, 13 per cent said they used some type of vaccination schedule that differed from the CDC recommendations.

That included refusing some vaccines or delaying vaccines until kids were older — mostly because parents thought that “seemed safer.”

Dempsey said there is no evidence for the safety or effectiveness of such alternative schedules.

In addition, two per cent of parents refused any vaccination altogether, according to findings published in *Pediatrics*.

Even among parents who did follow the recommended schedule, about one-quarter said in the survey they thought delaying vaccines would be safer or that the expert-backed schedule wasn’t the best one to follow.

Dempsey said there’s extra concern that those parents will stop getting their kids the recommended vaccines. “It’s really quite worrisome to me,” she said. Vaccine refusal and delay, she added, “is not likely to go away anytime soon, and is likely to get significantly worse over time. We may just be seeing the tip of the iceberg right now.”

Parents who skip or delay vaccines typically cite safety concerns, researchers said, including the now debunked idea of a link between vaccines and autism.

What they miss is the risk of the disease they aren’t vaccinating against, said Saad Omer, an infectious diseases researcher at Emory University in Atlanta.

“Parents often have this perception that it’s a benign choice, whether to vaccinate or not,” Omer, who was not involved in the new research, said.

He said parents who refuse vaccines tend to cluster together in certain areas — increasing the risk of a local disease outbreak, even in kids who have been vaccinated.

Because no vaccine protects 100 per cent of kids who get it, epidemiologists rely on “herd immunity” to make sure enough kids are well enough protected to keep a disease from spreading. But that immunity gets thrown off when there are more youngsters who haven’t had their recommended vaccines.

“Infectious diseases are somewhat unique in a way in that others’ behaviour directly influences you or your child’s risk of disease,” Omer said.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.